

**Commission économique pour l'Europe****Conférence des statisticiens européens****Soixante-douzième réunion plénière**

Genève, 20 et 21 juin 2024

Points 2 et 4 de l'ordre du jour provisoire

**Orientations stratégiques pour les travaux des organismes
de statistique et des agences géospatiales****Intégration de données géospatiales et statistiques****Renforcer les capacités d'intégration des données statistiques
et géospatiales dans la région de la CEE****Document établi par le secrétariat¹***Résumé*

L'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 a mis au premier plan des activités mondiales, régionales et nationales la nécessité de disposer de données harmonisées d'une qualité croissante et qui soient toujours plus exactes, plus récentes et plus précises à l'appui de la mesure et du suivi des objectifs de développement durable. Les organismes nationaux de statistique et les administrations cartographiques et cadastrales nationales jouent un rôle central dans cette révolution des données. L'intégration des données statistiques et géospatiales a été décrite comme l'un des moyens les plus prometteurs de fournir plus rapidement des informations plus fiables et plus détaillées susceptibles de déboucher sur de nouvelles perspectives qui seraient autrement inaccessibles (Eurostat, *The integration of statistical and geospatial information - A call for political action in Europe* (Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne)).

Alors que des efforts sont faits au niveau mondial depuis une décennie pour favoriser une plus grande intégration des données statistiques et géospatiales grâce aux travaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et d'autres organismes internationaux et régionaux, les pays et régions n'ont pas encore tous pleinement concrétisé les avantages d'une telle intégration. Consciente de cette lacune, la Commission européenne a financé un projet dirigé par la Commission économique pour l'Europe (CEE) et visant à renforcer les capacités d'intégration des données géospatiales et statistiques dans l'ensemble de la région de la CEE. En juillet 2022, un accord relatif aux contributions de l'Union européenne (UE) a été conclu entre l'UE, représentée par la Commission européenne, et la CEE.

¹ Document établi par la consultante de la CEE qui soutient le projet, Sara Stewart, en mars 2024.



On trouvera dans le présent document une synthèse de certaines des activités menées dans le cadre de l'accord relatif aux contributions. On y présente une recherche documentaire, une enquête et un atelier sur l'intégration de l'information statistique et géospatiale. De plus amples informations et des résultats plus détaillés sont disponibles sur la [page Web consacrée à l'intégration des données géospatiales et statistiques](#).

I. Importance de l'intégration de l'information statistique et géospatiale

1. Nous vivons dans un monde de plus en plus marqué par le numérique, et la façon dont nous vivons et travaillons a été transformée par la technologie, qui évolue de plus en plus vite. Avec cette transformation numérique vient une quantité infinie de données qui peuvent être utilisées pour mieux comprendre le rapport de notre monde à l'espace et au temps et qui peuvent constituer une base de données importante pour ce qui est de permettre à la société de relever certains des plus grands défis auxquels elle est confrontée, tels que les changements climatiques, les problèmes sanitaires mondiaux, les conflits politiques et la pauvreté. Du fait de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il a été nécessaire de disposer de données de meilleure qualité qui soient précises, récentes, détaillées et comparables afin de mesurer et de suivre la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'intégration des données géospatiales et statistiques (ou « intégration des données »), considérée comme l'un des moyens les plus prometteurs de produire des données de haute qualité répondant à ces exigences, peut être définie comme la pratique consistant à incorporer et à fusionner des données relevant de ces deux catégories [géospatiales et statistiques] au sein d'un même ensemble de données, avec pour objectif final de garantir aux utilisateurs une cohérence dans la disponibilité et la consultation de données couvrant les domaines géographique, social, économique et environnemental (voir le Guide d'intégration de données géospatiales aux statistiques officielles du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21), p. 11).

2. La géographie offre un cadre idéal pour rassembler différentes couches d'informations variant dans l'espace et dans le temps. Grâce à l'utilisation de différentes échelles spatiales, allant de petites mailles à des pays et régions entiers, les possibilités d'analyse et d'interprétation sont infinies. L'intégration des données géospatiales et statistiques présente des avantages bien trop nombreux pour être tous mentionnés dans le présent document, mais les principaux sont les suivants :

a) Accroître la valeur des données statistiques et géospatiales elles-mêmes en améliorant leur qualité – au fur et à mesure de l'intégration des données, on peut repérer et corriger les problèmes de qualité (données manquantes ou inexactes, par exemple), ce qui permet d'obtenir des données plus précises à long terme.

b) Améliorer l'interopérabilité des ensembles de données – lier différents systèmes et sources de données au moyen d'un cadre commun afin de partager et de combiner facilement les informations.

c) Offrir de nouvelles possibilités d'analyse et de présentation des données – passer de simples cartes choroplèthes à des résultats géostatistiques plus complexes et à des visualisations basées sur des grilles.

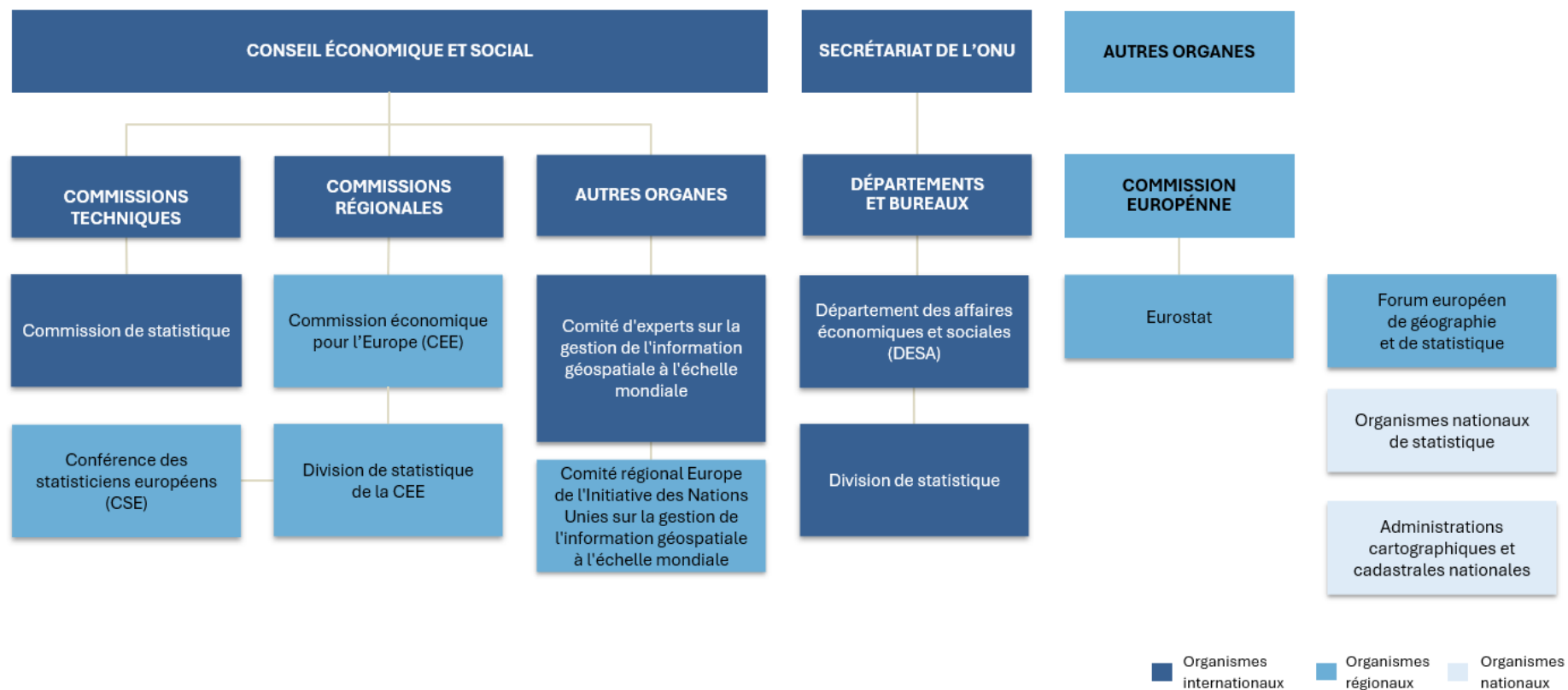
d) Parvenir à une meilleure compréhension qui peut éclairer la prise de décisions et l'élaboration des politiques à tous les niveaux – local, régional et mondial.

II. Principaux acteurs des activités d'intégration de données

3. Cela fait une dizaine d'années que l'on s'emploie au niveau mondial pour favoriser une plus grande intégration des données géospatiales et statistiques. Au centre de ces efforts, on trouve les travaux de l'ONU et de ses différentes divisions et organes, en particulier la Division de statistique de l'ONU et le Comité d'experts sur la gestion de l'information

géospatiale à l'échelle mondiale. À partir de cette perspective mondiale, les activités d'intégration de données ont été de plus en plus élargies et adaptées aux différents contextes régionaux. En Europe, par exemple, ces travaux sont menés par quatre acteurs clefs : la CEE, Eurostat, le Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale et le Forum européen de géographie et de statistique. Il existe également d'excellents exemples d'activités d'intégration de données au sein des organisations statistiques et géospatiales nationales apportant leur aide à d'autres pays qui ne sont pas aussi avancés dans leur parcours d'intégration de données. La figure 1 présente les principaux acteurs, aux niveaux international, régional et national.

Figure 1
Principales organisations et organismes travaillant dans le domaine de l'intégration de l'information statistique et géospatiale [FDPU, merci d'insérer le graphique à partir du fichier PPT]



III. Évolutions récentes dans le domaine de l'intégration des données

4. Des activités visant à améliorer l'intégration des données géospatiales et statistiques sont menées depuis une dizaine d'années.

A. Au niveau mondial

5. Le Groupe d'experts en intégration de l'information statistique et géospatiale du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale a pour mission de faire connaître la nécessité d'intégrer l'information statistique et géospatiale pour faciliter la prise de décisions et l'élaboration de politiques à tous les niveaux politiques et de promouvoir cette intégration. Il a notamment élaboré le Cadre statistico-géospatial mondial, qu'il a adopté à sa neuvième session afin de faciliter l'intégration d'une série de données provenant tant de la communauté statistique que des spécialistes de l'information géospatiale. À sa dixième session, il a adopté le Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale afin d'aider les pays à mettre au point leurs propres procédures de gestion de l'information géospatiale et à améliorer les procédures existantes en la matière.

6. Le Global Forum for Geography and Statistics (GFGS) est un réseau mondial dans le cadre duquel de nouvelles idées et de bonnes pratiques relatives aux données géospatiales et statistiques sont présentées, mises en commun et examinées. Le GFGS organise actuellement en collaboration avec la CEE et l'Association européenne de libre-échange (AELE), une série de rencontres autour d'un café, où de nouvelles idées et de bonnes pratiques relatives à l'information géospatiale et statistique sont présentées, mises en commun et débattues.

B. Au niveau régional

7. Le Groupe de travail de l'intégration des données relevant du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale axe ses travaux sur l'intégration des données géospatiales et d'autres informations, notamment les données statistiques, et organise actuellement une série de séminaires en ligne sur l'intégration des données.

8. Eurostat mène des activités liées au système d'information géographique de la Commission ; il coordonne les activités d'information géographique à l'échelle de la Commission, promeut l'utilisation des données géospatiales au sein du système statistique européen, préside un groupe de travail sur l'intégration de l'information statistique et géospatiale et supervise les procédures annuelles d'appel de fonds destinés au financement des propositions de projets relatifs à l'intégration des données.

9. Le Forum européen de géographie et de statistique a travaillé en collaboration avec Eurostat sur les projets GEOSTAT axés sur l'élaboration de lignes directrices communes relatives aux statistiques fondées des maillages et aux statistiques géospatiales à l'intention des organismes nationaux des secteurs statistique et géospatial afin de promouvoir une plus grande intégration des données statistiques et géospatiales dans les pays de l'UE. Dans le cadre du projet GEOSTAT 4, des concepts ont été élaborés et des interprétations ont été formulées concernant le Cadre statistico-géospatial mondial dans le contexte européen, ce qui a donné lieu à la publication de GSGF Europe en 2021.

10. Le Groupe de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle de la CEE s'emploie à moderniser les statistiques officielles. Il a publié un guide sur l'intégration des données pour les statistiques officielles ainsi qu'une vue géospatiale du Modèle générique du processus de production statistique. La CEE a lancé récemment un nouveau projet visant à élaborer des orientations convenues au niveau international pour la prochaine série de recensements en 2030 autour de différents thèmes clefs, notamment la technologie, l'examen des données provenant du système d'information géographique (SIG) et des approches connexes, ainsi que les informations géospatiales et statistiques sur de petites zones servant

aux recensements, ce qui permettra de promouvoir davantage les activités d'intégration des données dans le cadre d'une modernisation globale des orientations internationales en matière de recensements.

IV. Évolutions récentes dans le domaine de l'intégration des données

11. Consciente des progrès pouvant être faits, la Commission européenne a financé un projet d'une durée de 21 mois dirigé par la CEE, destiné à accroître la capacité d'intégration des données statistiques et géospatiales dans la région de la CEE, à resserrer les liens entre la communauté statistique et les spécialistes de l'information géospatiale, à renforcer la collaboration entre ces deux groupes et à susciter une plus grande intégration des données par la promotion de partenariats institutionnels plus solides et l'adoption de normes communes. Dans le cadre du projet, un soutien a été apporté aux activités existantes visant à renforcer l'intégration de l'information statistique et géospatiale menées entre autres par Eurostat et par le Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, et était axé en particulier sur seize pays cibles d'Europe du Sud-Est et de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale.

12. Différentes activités clefs ont été menées dans le cadre du projet, notamment :

a) Le lancement d'une enquête en ligne visant à recueillir l'avis des parties prenantes sur l'intégration des données.

b) L'organisation d'un atelier conjoint CEE/ Eurostat/Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale consacré à l'intégration des données statistiques et géospatiales à Belgrade, les 4 et 5 octobre 2023.

c) La création d'un groupe de travail dirigé par la CEE sur la question des normes relatives à l'intégration des données.

d) La création de supports d'aide à l'intégration des données, notamment un espace wiki géré par la CEE, une série d'articles sur un blog intitulé [INGEST](#), et d'autres documents.

13. Ces activités visaient à :

a) Mieux faire connaître la nécessité d'une plus grande intégration des données géospatiales et statistiques, en particulier dans les pays cibles du projet.

b) Permettre de mieux comprendre les limites des normes actuelles en matière de données géospatiales et statistiques dans le contexte de l'intégration des données.

c) Améliorer la collaboration entre la communauté statistique et les spécialistes de l'information géospatiale sur la base d'une meilleure connaissance et d'une meilleure compréhension mutuelles.

V. Enquête de la Commission économique pour l'Europe sur l'intégration de l'information statistique et géospatiale

A. Contexte général

14. La CEE a mené une enquête sur l'intégration de l'information statistique et géospatiale dans le cadre d'un projet plus vaste visant à obtenir des informations utiles sur l'intégration des données par la communauté statistique et les spécialistes de l'information géospatiale de la région de la CEE. L'objectif de l'enquête était de veiller à ce que les points de vue des principales parties prenantes soient pris en compte dans le projet et d'obtenir un retour d'information centré sur l'utilisateur afin de déterminer avec précision comment orienter les activités qui seraient menées à l'avenir au titre du projet.

15. L'enquête reposait sur quatre domaines clefs :

- a) L'utilisation des données et de la technologie à l'appui de l'intégration des données ;
- b) Le niveau de participation à des activités plus vastes ayant trait à l'intégration des données géospatiales et statistiques aux niveaux national et international ;
- c) La compréhension des problèmes et obstacles qui limitent l'intégration des données géospatiales et statistiques, grâce à l'utilisation des voies stratégiques du Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale ;
- d) La possibilité pour les organismes nationaux de statistique et les administrations cartographiques et cadastrales nationales de manifester leur intérêt pour les activités qui seraient menées à l'avenir au titre du projet.

16. Au printemps 2023, l'enquête de la CEE a été envoyée à tous les organismes nationaux de statistique et à toutes les administrations cartographiques et cadastrales nationales de la région de la CEE. Des réponses ont été reçues de 67 organisations de 49 pays. Les répondants à l'enquête venaient de toute la région de la CEE ainsi que d'autres pays, notamment du Brésil, du Chili, de la Chine, de la Colombie, de l'Inde, du Japon et du Mexique. Quarante-cinq réponses (67 %) provenaient d'organismes nationaux de statistique, 18 (27 %) d'administrations cartographiques et cadastrales nationales et 4 (6 %) d'autres institutions (institutions nationales rassemblant des statisticiens et des spécialistes de l'information géospatiale ou établissements relevant du milieu universitaire ou du domaine de la recherche). Quinze réponses venaient de pays cibles du projet situés en Europe de l'Est, dans le Caucase ou en Asie centrale. Pour 17 pays, des réponses ont été reçues à la fois d'organismes nationaux de statistique et d'administrations cartographiques et cadastrales nationales, ce qui a permis d'obtenir une double perspective précieuse, à la fois de la communauté statistique et des spécialistes de l'information géospatiale au niveau national. Quatre de ces pays étaient des pays cibles du projet. Certains résultats de l'enquête de la CEE sont présentés ci-dessous.

B. Données et technologie

17. À l'échelle mondiale, la société est de plus en plus axée sur les données ; on produit chaque jour plus de 2,5 quintillions de données. Pour prendre des décisions fondées sur des éléments probants et élaborer des politiques à tous les niveaux, il est essentiel de disposer de données de qualité qui soient exactes, complètes, suffisamment détaillées et récentes et qui proviennent de sources vérifiables et faisant autorité. Les données jouent un rôle central dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans la capacité à mesurer et à suivre l'intégralité des progrès faits dans la réalisation des ODD. La qualité des données est certes importante, mais la solidité de l'infrastructure technique qui sous-tend leur production, leur gestion, leur utilisation et leur diffusion au sein des organisations et entre elles l'est également. Une infrastructure de données solide permet d'améliorer l'efficacité et la productivité de ses utilisateurs, de faciliter la collaboration entre les différents groupes et de gérer en toute sécurité l'accès aux données de l'organisation pour les utilisateurs internes et externes. En utilisant les technologies numériques et les cadres méthodologiques appropriés pour collecter, analyser et interpréter les données, il est possible d'obtenir des informations réellement exploitables. Pourtant, ces avantages n'ont pas encore été pleinement mis à profit de manière cohérente, comme le note la [Banque mondiale](#), qui indique que même si les nouvelles technologies permettent d'obtenir davantage de données et d'en faire un usage plus large, il reste encore de nombreux espaces vides sur la carte des données mondiales. Bien que la qualité et la disponibilité des données se soient améliorées au cours des dernières années, on considère en général que la capacité statistique doit encore être renforcée et que la maîtrise des données doit être améliorée à tous les niveaux de la prise de décisions, ce qui nécessitera des efforts coordonnés de la part des producteurs et des utilisateurs de données provenant de systèmes de données multiples ([Division de statistique de l'ONU](#)).

18. La qualité et l'accessibilité des données statistiques et géospatiales, ainsi que la solidité de l'infrastructure technique qui soutient ces données tout au long de leur cycle de

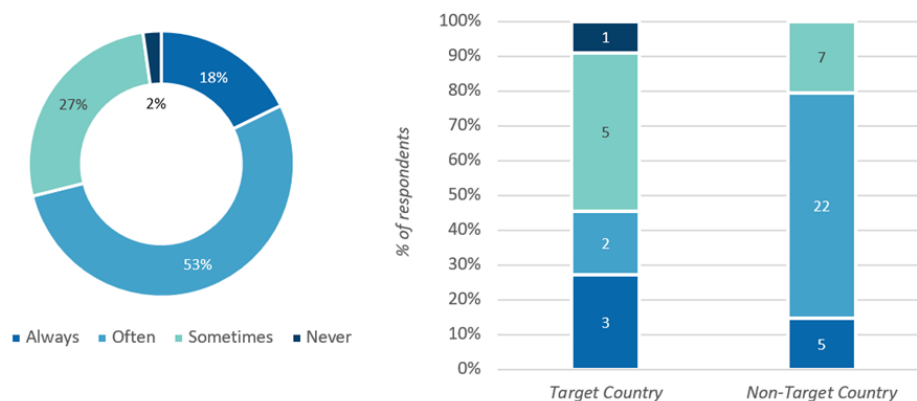
vie, sont au cœur des activités d'intégration des données. Au niveau mondial, on estime que les progrès faits dans l'intégration des données statistiques et géospatiales ont bénéficié de la disponibilité d'outils géospatiaux puissants qui améliorent la valeur et la facilité d'utilisation des statistiques officielles en tirant parti de l'application du contexte spatial (PARIS21). Il ressort également de l'enquête [GEOSTAT 4 / GISCO](#) qu'environ 50 % des pays interrogés disposent d'une infrastructure de données solide et viable pouvant faciliter l'intégration de l'information statistique et géospatiale. La directive établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne ([INSPIRE](#)) a mis en lumière l'importance des métadonnées et de leur structure uniforme dans la gestion des séries de données spatiales. Elle fournit des définitions et établit des classifications décrivant le contenu des données, leur type et l'utilisation qui en est faite. Comme l'a souligné l'[Office for National Statistics du Royaume-Uni](#), il existe également des cadres flexibles de modernisation des statistiques officielles qui peuvent être adaptés pour inclure l'information géospatiale sans grande incidence sur la structure organisationnelle existante. Par exemple, le [Modèle générique du processus de production statistique](#) de la CEE a récemment été amélioré pour inclure une perspective géospatiale appelée [GeoGSBPM](#). Ces quelques exemples montrent clairement que des progrès notables ont été accomplis aux niveaux mondial et régional pour ce qui est de mettre en évidence et d'appuyer la production et la gestion de données de haute qualité et d'infrastructures techniques robustes, mais qu'il subsiste des problèmes qui empêchent l'information statistique et géospatiale d'être mieux intégrée au niveau national.

19. Compte tenu du rôle central que jouent les données et la technologie dans l'intégration de l'information géospatiale et statistique, la CEE a, dans le cadre de son enquête, posé aux répondants diverses questions relatives à l'utilisation des données et de la technologie au sein de leur organisation. Certaines réponses sont présentées ci-après.

Figure 2

Utilisation des données géospatiales par les organismes nationaux de statistique

If you are an NSI, how often do you use geospatial data within your workflows?



20. La plupart des organismes nationaux de statistique répondants utilisent souvent (53 %) ou toujours (18 %) des données géospatiales dans le cadre de leurs travaux (fig. 2). Seul un organisme national de statistique interrogé n'a jamais utilisé de données géospatiales dans le cadre de ses processus de travail. Les organismes nationaux de statistique répondants des pays cibles du projet (situés en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale) sont moins nombreux à utiliser toujours ou souvent des données géospatiales dans le cadre de leurs travaux (45 %) que ceux des pays non cibles (79 %). Les répondants ont fait état d'un large éventail d'utilisations des données géospatiales dans le cadre des processus statistiques, les plus courantes ayant trait aux opérations de recensement, au géocodage, à l'analyse spatiale et aux activités de diffusion. Plusieurs répondants ont également évoqué leur production de statistiques par mailles, notamment en ce qui concerne les informations relatives à la population et à l'âge.

21. Une écrasante majorité (84 %) d'organismes nationaux de statistique interrogés ont intégré ou prévoient d'intégrer des données géospatiales dans le cycle de recensement de

2020 (fig. 3). La proportion d'organismes nationaux de statistique utilisant des données géospatiales dans le cadre de leurs activités de recensement était beaucoup plus faible dans les pays cibles (55 %) que dans les pays non cibles (94 %). Les utilisations les plus courantes de données géospatiales faites dans le cadre des opérations de recensement concernent le géocodage des adresses pour les registres des bâtiments et des logements, la production de districts de recensement, le suivi de la collecte des données et de l'avancement du recensement, ainsi que la création et la diffusion de statistiques par mailles (principalement au niveau de la maille d'un kilomètre carré, mais aussi jusqu'à 100 mètres carrés).

Figure 3

Utilisation par les organismes nationaux de statistique de données ou d'approches géospatiales dans le cadre du recensement de 2020

If you are an NSI, are you incorporating any geospatial data/approaches within the 2020 census round?

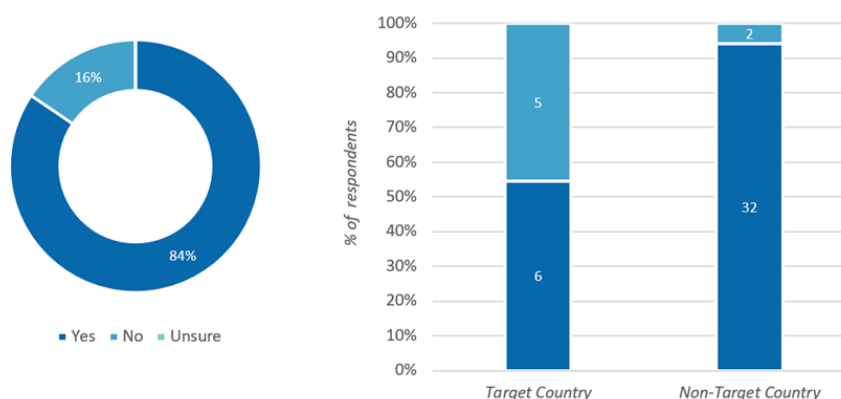
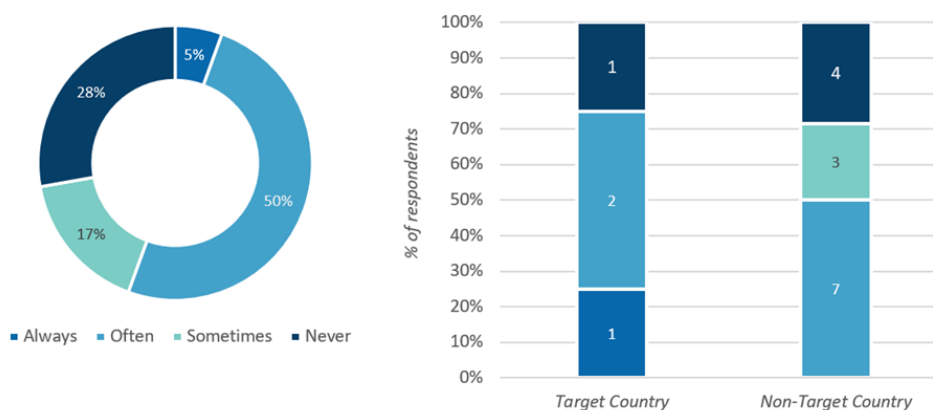


Figure 4

Utilisation par les administrations cartographiques et cadastrales nationales des données statistiques dans le cadre de leurs travaux

If you are a NMCA, how often do you use statistical data within your workflows?



22. Une légère majorité d'administrations cartographiques et cadastrales nationales répondantes utilisent souvent (50 %) ou toujours (5 %) des données statistiques dans le cadre de leurs travaux (fig. 4), soit une proportion bien inférieure au taux d'utilisation de données géospatiales par les organismes nationaux de statistique (comme ci-dessus). Vingt-huit pour cent des administrations cartographiques et cadastrales nationales répondantes n'ont jamais utilisé de données statistiques dans le cadre de leurs travaux, un pourcentage beaucoup plus élevé que le taux correspondant parmi les organismes nationaux de statistique. Les administrations cartographiques et cadastrales nationales répondantes sont plus nombreuses à utiliser toujours ou souvent des données statistiques dans les pays cibles (75 %) que dans les pays non cibles (50 %). Les utilisations courantes des données statistiques dans le cadre des activités géospatiales comprennent les processus de production et de gestion des données, l'élaboration de cartes thématiques (en particulier à l'aide de données démographiques et de données issues du recensement) et l'analyse spatiale à l'aide d'indices démographiques et

d'indices de pauvreté visant à guider l'élaboration des politiques, la préparation aux situations d'urgence et les interventions d'urgence.

Figure 5
Accès aux logiciels SIG

Do you currently have access to any GIS software?

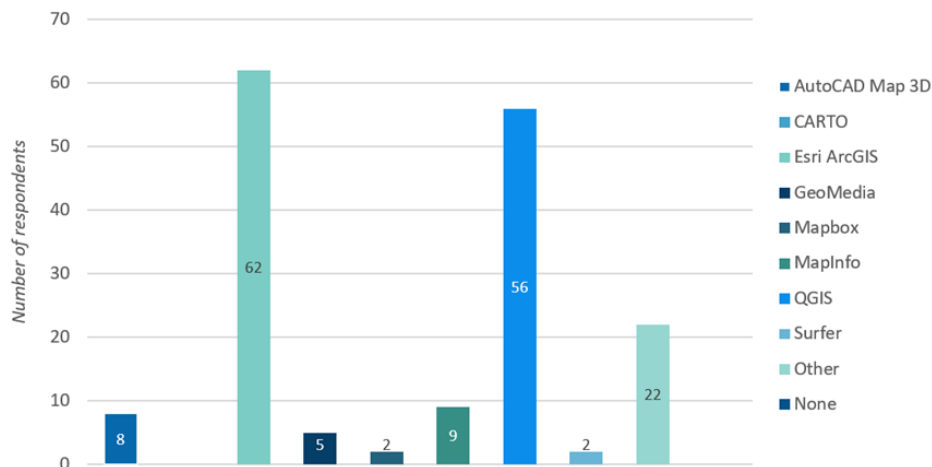
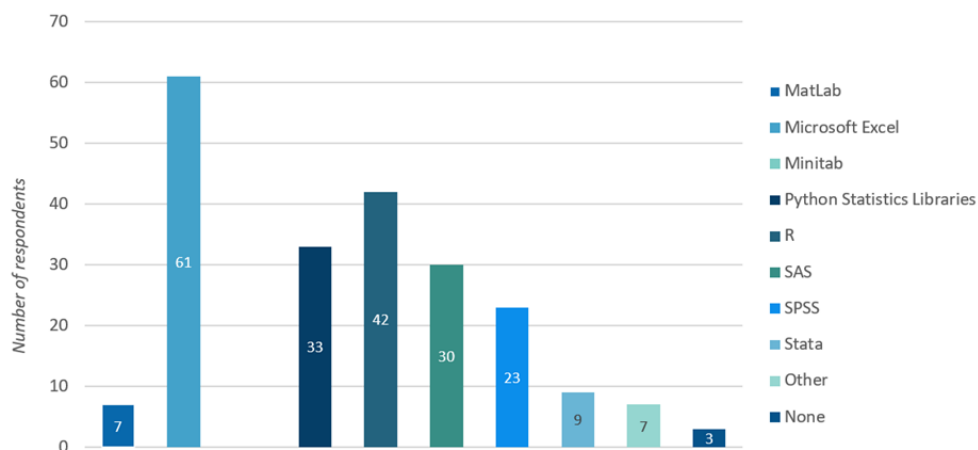


Figure 6
Accès aux logiciels statistiques

Do you currently have access to any statistical software?



23. Tous les répondants, qu'il s'agisse d'organismes nationaux de statistiques ou d'administrations cartographiques et cadastrales nationales, avaient accès à une forme ou une autre de logiciel SIG (fig. 5), le plus populaire étant le logiciel Esri ArcGIS (37 %), suivi de près par le logiciel libre QGIS (34 %), puis par d'autres applications et progiciels plus personnalisés ou développés en interne (22 %). La grande majorité des répondants (à l'exception de trois organisations) avaient accès à un ou plusieurs progiciels statistiques (fig. 6), les plus courants étant Microsoft Excel (28 %), R (20 %) et Python Statistics Libraries (15 %).

24. Ces chiffres issus de l'enquête donnent à penser que les organisations qui y ont répondu intègrent des données géospatiales ou statistiques dans l'organisation de leurs travaux et ont un bon niveau d'accès aux logiciels permettant de faciliter ces tâches. Il est cependant manifeste qu'il existe des disparités entre les activités d'intégration des données menées par les organismes nationaux de statistique et celles menées par les administrations cartographiques et cadastrales nationales et, de la même manière, entre les activités menées dans les pays cibles et celles menées dans les pays non cibles.

C. Collaboration et partenariats

25. Les partenariats, en d'autres termes l'alliance stratégique de deux ou plusieurs parties qui acceptent de coopérer pour promouvoir leurs intérêts partagés et atteindre des objectifs communs, sont depuis longtemps considérés comme des outils clefs d'une gouvernance efficace. Certains partenariats peuvent être axés sur des initiatives locales menées au niveau national visant à élaborer des cadres stratégiques ou à adapter ceux qui existent déjà, le but étant de mieux répondre aux besoins des sociétés et des économies locales. D'autres partenariats peuvent viser à coordonner de vastes domaines d'action à l'échelle régionale et internationale. Dans tous les cas, les partenariats fructueux sont axés sur la collaboration et s'appuient sur les compétences uniques que chaque partenaire leur apporte, l'objectif étant la création collective de valeur ajoutée ([Collaborative Advantage: The Art of Alliances](#)). À une époque où l'évolution technologique rapide, l'incertitude économique et politique croissante, les préoccupations grandissantes concernant l'environnement et les effets des changements climatiques, ainsi que les effets (directs ou indirects) de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) dépassent les frontières nationales et régionales, des partenariats stratégiques efficaces peuvent apporter une contribution précieuse au développement durable et à la mise en œuvre de solutions innovantes, inclusives, ciblées et financièrement rationnelles pour le bien de la société.

26. Les partenariats stratégiques en place et les activités de collaboration menées dans les secteurs statistique et géospatial sont solides, existent depuis longtemps et sont bénéfiques pour les activités d'intégration des données. Eurostat a constaté que l'intégration des données statistiques et géospatiales progressait rapidement dans certains pays européens grâce à une coopération étroite entre les organisations statistiques et géospatiales nationales. Le [Comité européen des régions](#) indique que l'interopérabilité paneuropéenne dans la plupart des domaines reste un objectif à atteindre, mais que des progrès notables ont été accomplis, en particulier dans le cadre de plusieurs phases des projets [GEOSTAT](#) en ce qui concerne l'établissement d'une coopération entre les institutions et l'intégration des données spatiales et statistiques. [PARIS21](#), partenariat mondial d'experts et de décideurs en matière de statistiques, a également constaté que les gouvernements de nombreux pays à faible revenu mettaient déjà en œuvre des approches multipartites pour faire progresser l'intégration des données statistiques et géospatiales, ce qui est très prometteur. Il importe néanmoins que les partenariats internationaux et régionaux déjà en place, dont certains mènent des activités similaires liées à l'intégration des données, collaborent pour veiller à ce que leurs activités soient harmonisées et ne fassent pas double emploi, afin qu'une orientation globale claire transcende les différents cadres politiques et lignes directrices que les organisations statistiques et géospatiales nationales sont encouragées à adopter. Au niveau national, le fait que les organisations statistiques et géospatiales soient généralement séparées a toujours entravé les efforts de collaboration entre elles, mais la situation est en train d'évoluer et il existe de nombreux exemples concrets de collaboration nationale.

27. Compte tenu de l'importance que revêt une collaboration efficace et la conclusion d'accords de partenariat visant à faciliter les activités d'intégration des données statistiques et géospatiales, la CEE a posé dans le cadre de son enquête une série de questions aux répondants pour connaître leur niveau de participation à des activités plus vastes ayant trait à l'intégration des données, tant au niveau national qu'au niveau international. Certaines des principales conclusions sont présentées ci-après.

Figure 7
Coopération avec l’homologue national dans le domaine statistique ou géospatial

How closely do you currently work with your national statistical or geospatial counterpart?

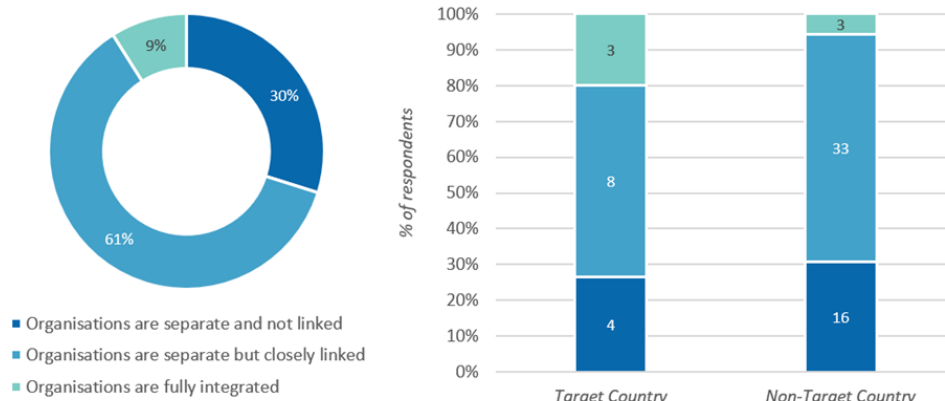
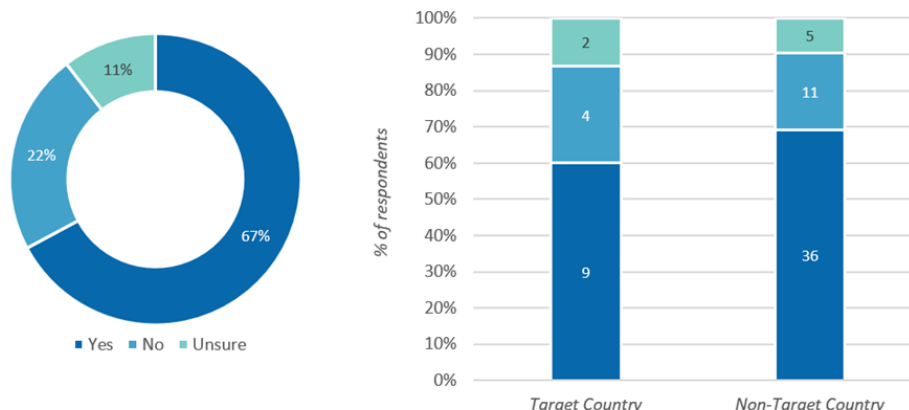


Figure 8
Existence d’un accord de coopération avec l’homologue national dans le domaine statistique ou géospatial

Do you have in place, or are currently developing, a cooperation agreement with your national statistical or geospatial counterpart?



28. Les répondants ont été interrogés sur l’intensité de leur collaboration avec leur homologue national dans le domaine statistique ou géospatial (fig. 7) et la plupart d’entre eux ont indiqué que leurs organisations étaient séparées, mais étroitement liées (61 %). Seules 9 % des organisations interrogées étaient pleinement intégrées à leur homologue national dans le domaine statistique ou géospatial. On retrouve ces tendances dans de nombreuses organisations des pays cibles et des pays non cibles. La plupart des répondants (67 %) avaient conclu un accord de coopération avec leur homologue national dans le domaine statistique ou géospatial, ce qui montre que le niveau de coopération est relativement bon au niveau national (fig. 8). Les organisations des pays cibles affichaient un niveau de coopération légèrement inférieur (60 %) à celui des pays non cibles (69 %). La forme et le type de coopération variaient d’un pays à l’autre, allant d’obligations légales à des réunions ponctuelles, les mécanismes de coopération les plus courants étant des accords de partage de données, des mémorandums d’accord et des accords sur mesure (par exemple, des accords de niveau de service). Plusieurs organisations s’emploient activement à concevoir des mécanismes de coopération nationale afin de renforcer leurs cadres de gouvernance, l’échange d’informations et les capacités d’intégration de l’information statistique et géospatiale.

29. À la question de savoir si leur organisation participait actuellement à des groupes de travail nationaux avec son homologue national dans le domaine statistique ou géospatial, la majorité des répondants (69 %) ont répondu par l’affirmative (fig. 9). Les répondants ont été

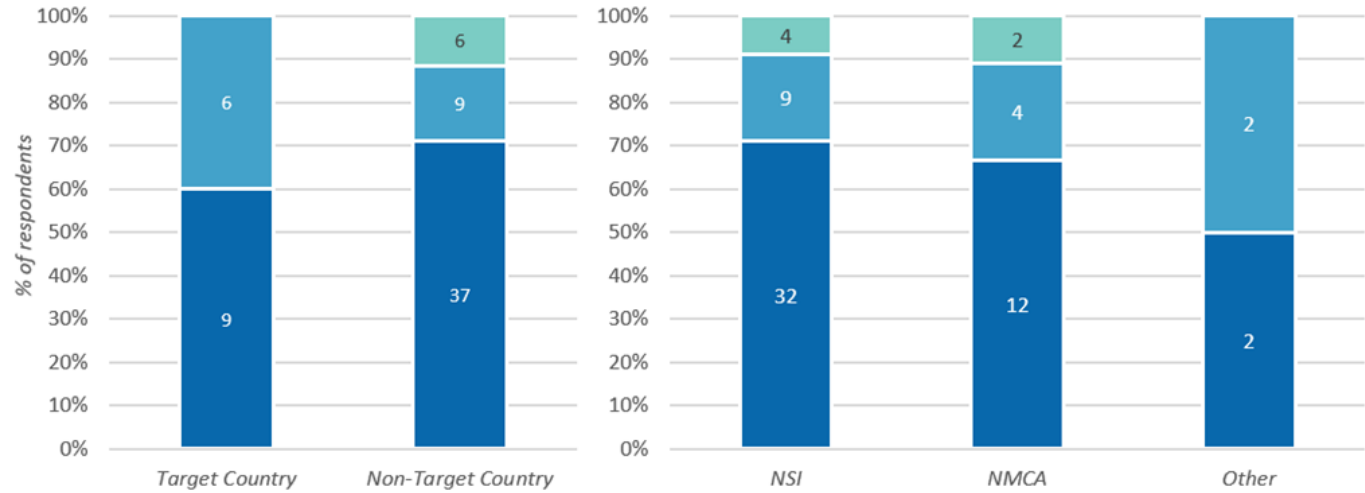
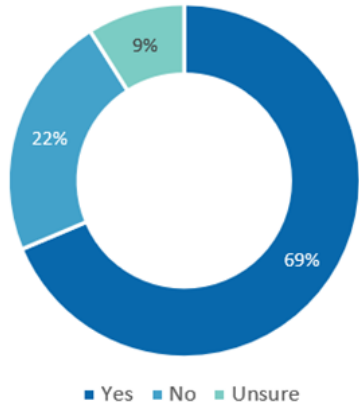
légèrement moins nombreux dans les pays cibles (60 %) que dans les pays non cibles (71 %) à indiquer que leur organisation participait à des groupes de travail nationaux avec son homologue, ce qui laisse penser qu'il pourrait être nécessaire d'apporter un soutien supplémentaire aux fins de l'établissement de partenariats nationaux et du renforcement des partenariats existants dans les pays cibles. Le niveau de participation était quasiment le même pour tous les types d'organisations (72 % pour les organismes nationaux de statistique et 67 % pour les administrations cartographiques et cadastrales nationales). Les répondants ont évoqué leur participation conjointe à un large éventail de groupes de travail, de réunions et d'activités visant par exemple à étudier les thèmes de la démographie et des unités statistiques figurant dans la directive INSPIRE, à collaborer à la mise à jour des classifications cartographiques thématiques de l'utilisation et de l'occupation des sols qui facilitent la production statistique et la comptabilité des écosystèmes, à valider des données et à ouvrir la voie à l'utilisation des données géospatiales.

30. À la question de savoir si leur organisation participait actuellement à des groupes de travail régionaux ou internationaux travaillant sur les données statistiques ou géospatiales, la majorité des répondants (72 %) ont répondu par l'affirmative. Dans les pays cibles, la proportion de répondants dont l'organisation participait à des groupes de travail régionaux ou internationaux (47 %) était très inférieure à celle des pays non cibles (79 %), ce qui montre clairement que beaucoup reste à faire pour encourager les pays cibles à participer davantage aux activités régionales et internationales, lesquelles sont susceptibles de faire progresser l'intégration des données au niveau national. Les organisations des répondants participaient à plus de 60 groupes de travail régionaux ou internationaux, les plus cités étant le groupe de travail GISCO dirigé par Eurostat, le Groupe d'experts en intégration de l'information statistique et géospatiale du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, le Groupe de travail de l'intégration des données relevant du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale sur l'intégration des données, le Forum européen de géographie et de statistique, ainsi que les travaux de la CEE et d'EuroGeographics. D'autres groupes de travail ont également été mentionnés, notamment l'Open Geospatial Consortium, l'Association européenne des registres fonciers, le réseau d'échange de connaissances INSPIRE et le groupe de travail sur les statistiques régionales et urbaines et les statistiques de développement rural.

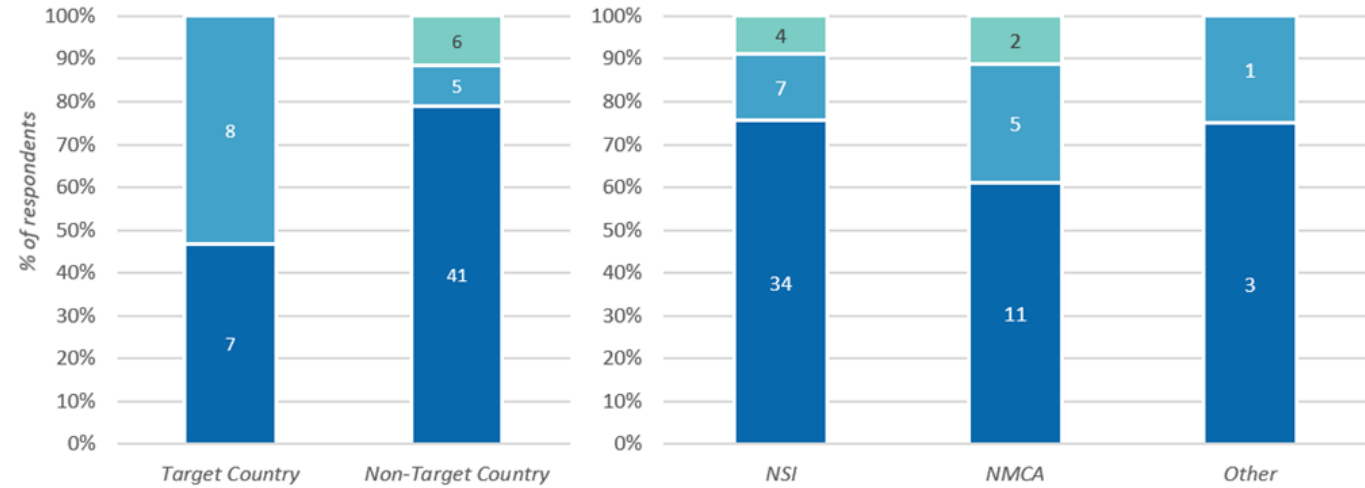
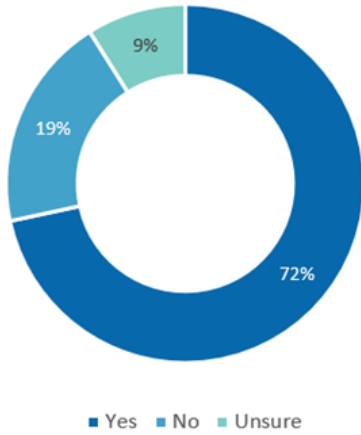
31. Ces résultats de l'enquête indiquent que si le niveau général de participation aux activités régionales et internationales liées aux données géospatiales et statistiques est globalement bon, tout comme l'ampleur et la variété des groupes de travail rejoins, des travaux supplémentaires doivent être menés pour savoir pourquoi les niveaux de participation des pays cibles sont nettement plus faibles et pour déterminer comment remédier à cette situation. Les répondants ont souligné l'importance d'une collaboration établie et convenue dans le cadre de partenariats multilatéraux, ainsi que la nécessité de mieux faire connaître la force des partenariats et de la coopération entre les différents fournisseurs de données et le fait qu'ils favorisent la production, le partage et l'intégration de données fiables, objectives, exactes et cohérentes.

Figure 9
Participation à des groupes de travail nationaux et régionaux/internationaux sur l'intégration des données

Do you participate in any national working groups with your statistical or geospatial counterpart?



Do you participate in any regional/international working groups relating to statistical or geospatial data?



D. Difficultés et obstacles

32. Le Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale est un guide de référence destiné à aider les États à élaborer et à renforcer les pratiques de gestion intégrée de l'information géospatiale et à inclure celles-ci dans les plans et stratégies nationaux. Il sert également d'outil de mobilisation permettant de favoriser la coordination, la collaboration et la cohérence dans l'ensemble des pouvoirs publics lorsqu'il s'agit d'améliorer la gestion de l'information géospatiale à l'échelle nationale (voir la première partie du Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale – Cadre stratégique général).

33. Le Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale repose sur neuf voies stratégiques dans trois grands domaines d'influence : la gouvernance, la technologie et les personnes.

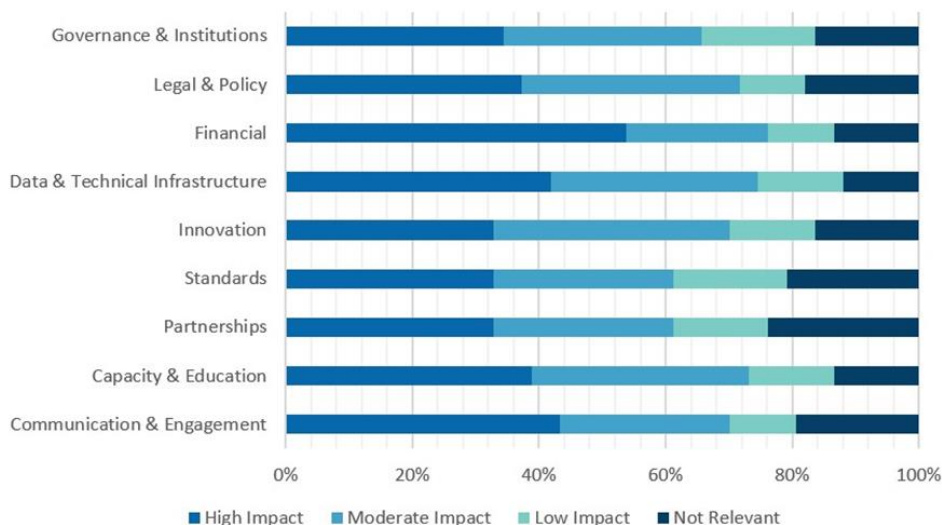
- a) Gouvernance et institutions
- b) Aspects juridiques et politiques
- c) Ressources financières
- d) Données et infrastructure technique
- e) Innovation
- f) Normes
- g) Partenariats
- h) Capacités et formation
- i) Communication et mobilisation

34. Compte tenu de l'importance et de la pertinence de ce cadre pour l'intégration des informations géospatiales et statistiques, la CEE a, dans le cadre de son enquête, demandé aux répondants d'évaluer dans quelle mesure chaque voie stratégique influait sur la capacité de leur organisation à faire progresser les activités d'intégration des données, et de fournir des informations complémentaires à cet égard.

Figure 10

Mesure dans laquelle les voies stratégiques du Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale influent sur les activités d'intégration des données

Overall respondent rating of UN-GGIM IGIF strategic pathways



35. La figure 10 présente la mesure dans laquelle les répondants estiment que les voies stratégiques du Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale influent sur

la capacité de leur organisation à faire progresser les activités d'intégration des données statistiques et géospatiales. Les trois principales voies stratégiques considérées comme ayant la plus forte incidence sur l'intégration des données sont les suivantes :

- a) Ressources financières
- b) Communication et mobilisation
- c) Données et infrastructure technique.

36. Les ressources financières sont considérées comme le principal obstacle à une plus grande intégration des données statistiques et géospatiales dans la région de la CEE, 54 % des répondants à l'enquête estimant que cette voie stratégique a une forte incidence. L'incidence était nettement plus forte pour les organisations des pays cibles (73 %) que pour celles des pays non cibles (48 %), mais relativement similaire pour les organismes nationaux de statistique (56 %) et les administrations cartographiques et cadastrales nationales (50 %). Les répondants ont indiqué que le manque de soutien financier, dû à une insuffisance des fonds publics alloués et au manque d'investissement de la part des donateurs internationaux et de l'UE, était le plus grand obstacle à une plus grande intégration des données. Ils ont souligné que les futures coupes budgétaires prévues à certains niveaux de l'administration aggraverait le problème et menaceraient la viabilité des systèmes et l'infrastructure technique nécessaire à des cycles de vie des données efficaces et efficaces. Un répondant a mis l'accent sur le manque de ressources financières durables nécessaires à la création et à la gestion de son infrastructure nationale de données géospatiales, qui avait eu une incidence particulière sur l'amélioration et l'application des normes nationales et internationales pour ses principaux ensembles de données géospatiales. Un autre a fait remarquer qu'une partie du budget de son organisation provenait de lots de travail personnalisés d'organisations gouvernementales et privées, mais que la lourdeur des procédures bureaucratiques requises pour pouvoir financer et lancer ces travaux demandait au personnel beaucoup de temps et de ressources qui pourraient être utilisés à d'autres fins. Plusieurs répondants ont également souligné la nécessité d'investir suffisamment dans la formation du personnel afin qu'un personnel hautement qualifié puisse contribuer efficacement aux activités d'intégration des données. Les répondants ont également estimé que la capacité de financer et de gérer du matériel et des logiciels innovants, et les avantages que ceux-ci pouvaient apporter en termes d'efficacité étaient importants. Dans l'ensemble, comme l'a bien résumé un participant, les décideurs doivent connaître les avantages concrets découlant de l'intégration des données afin de pouvoir investir dans de telles activités et renforcer les capacités des institutions clés et les compétences du personnel. Il faut mettre en place de nouveaux modèles financiers fondés sur les besoins d'investissement et les sources de financement afin de produire des statistiques intégrées et de bien gérer l'information géospatiale.

37. Les répondants ont classé au deuxième rang des questions ayant la plus forte incidence sur l'intégration de l'information géospatiale et statistique celles ayant trait à la communication et à la mobilisation ; 43 % d'entre eux ont estimé que ces questions avaient une forte incidence. Les répondants des organisations des pays cibles ont été un peu plus nombreux (47 %) que ceux des pays non cibles (42 %) à estimer que ces questions avaient une forte incidence. L'écart était cependant bien plus net selon le type d'organisation : 72 % des administrations cartographiques et cadastrales nationales répondantes ont estimé que l'incidence de ces questions était forte, contre 31 % des organismes nationaux de statistique répondants, ce qui montre que des efforts supplémentaires doivent être faits pour améliorer les stratégies de communication et de mobilisation, en particulier celles qui visent les agences géospatiales. Les répondants ont estimé qu'il leur fallait collaborer davantage avec les décideurs aux niveaux stratégiques en élaborant des stratégies de communication plus solides qui mettraient l'accent sur des messages clés concernant les avantages découlant de l'intégration de l'information statistique et géospatiale et l'importance de cette intégration pour la prise de décisions fondée sur des données probantes à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la réalisation des ODD. Certains répondants ont également estimé que les organismes nationaux de statistique et les administrations cartographiques et cadastrales nationales devaient davantage communiquer, collaborer pour mener des activités d'intégration des données et définir d'un commun accord des rôles permettant de faire progresser l'intégration des données au niveau national, en particulier autour de la promotion des infrastructures nationales de données spatiales et de leur rôle à

l'appui de toutes les étapes du processus statistique. Il est évident qu'il faut appliquer de nouvelles stratégies de communication et de mobilisation pour promouvoir les avantages de l'intégration des données auprès d'un public cible beaucoup plus large, en collaborant activement avec les décideurs des organisations des pays cibles et les administrations cartographiques et cadastrales nationales en particulier. C'est en faisant mieux connaître les activités d'intégration des données et en suscitant l'adhésion à celles-ci que l'on pourra accomplir de réels progrès et que l'on pourra réellement obtenir des avantages.

38. Les répondants ont classé au troisième rang des questions ayant la plus forte incidence sur l'intégration de l'information géospatiale et statistique celles ayant trait aux données et à l'infrastructure technique ; 42 % d'entre eux ont estimé que ces questions avaient une forte incidence. L'incidence était nettement plus forte pour les organisations des pays cibles (53 %) que pour celles des pays non cibles (38 %), et également nettement plus prononcée pour les organismes nationaux de statistique (49 %) que pour les administrations cartographiques et cadastrales nationales (28 %). On voit ainsi que des efforts supplémentaires doivent être faits pour promouvoir les activités d'intégration des données au sein des organismes nationaux de statistique, en particulier dans les pays cibles. Les répondants ont indiqué que les plus grands obstacles étaient liés à l'interopérabilité des données, les différentes méthodes de collecte et de stockage des données, les formats de données non standardisés et l'absence d'identifiants uniques entraînant une impossibilité d'intégrer des sources de données provenant de différentes institutions. Ils ont également affirmé que la qualité, l'opportunité et l'exhaustivité des données disponibles influencent sur les activités d'intégration des données, de même que la capacité à mettre les données à disposition de sorte qu'elles puissent être partagées et réutilisées grâce à des infrastructures techniques solides et sécurisées et à des procédures normalisées. Les limites des composants matériels et logiciels, notamment en ce qui concerne les problèmes d'efficacité, la nécessité d'une mise à niveau majeure des systèmes et de serveurs supplémentaires, ainsi que la prise en charge de logiciels spécialisés, influent aussi sur la capacité à faire progresser les activités d'intégration des données. À bien des égards, les problèmes et les obstacles cités ci-dessus résultent en grande partie des questions relatives aux ressources financières évoquées plus haut ainsi que de l'absence de normes appropriées concernant l'harmonisation des données. Il faut donc adopter une stratégie multidimensionnelle afin que les données et l'infrastructure technique qui les soutient soient, à l'avenir, adaptées à des activités d'intégration de données durables.

E. Quelques recommandations

39. De nombreux travaux ont certes été menés pour favoriser une plus grande intégration de l'information géospatiale et statistique, mais il ressort de l'enquête que beaucoup reste encore à faire pour inscrire les activités d'intégration des données dans les pratiques habituelles de manière cohérente et comparable dans toute la région de la CEE. Il faut encore surmonter de nombreux problèmes et obstacles multidimensionnels, car il existe d'importantes différences entre les différents pays en ce qui concerne leurs cadres de gouvernance, leurs lois et leurs politiques, la capacité des organismes nationaux à accéder de manière durable à des ressources financières suffisantes, ou le niveau de coopération avec d'autres organismes nationaux et internationaux. Il y a aussi des écarts notables dans les degrés d'adhésion à des cadres d'action plus larges et à des normes communes, dans les capacités et les compétences en matière d'innovation et dans l'aptitude à communiquer, tant aux décideurs qu'à la communauté d'utilisateurs au sens large, la nécessité de mener des activités d'intégration des données et les avantages qui découlent de ces activités.

40. Les recommandations ci-après ont été formulées à la lumière des problèmes et des obstacles recensés par l'enquête de la CEE :

a) Trouver et promouvoir des ressources et des modèles de financement viables à l'appui des activités d'intégration des données au niveau national.

b) Renforcer les stratégies de communication et de mobilisation pour mieux faire connaître les avantages découlant de l'intégration des données et faciliter davantage le partage des bonnes pratiques et des nouvelles technologies.

c) Renforcer la standardisation et l'interopérabilité des données en renforçant l'harmonisation des normes, des modèles opérationnels, des processus de production et des services.

41. Ces recommandations pourraient appuyer et compléter d'autres recommandations clés formulées par la CEE, Eurostat et d'autres organismes dans le domaine de l'intégration des données, et leur adoption pourrait favoriser le changement de sorte que l'importance que revêt l'intégration des données soit pleinement reconnue et que des données de qualité suffisamment accessibles, récentes, fiables et détaillées soient produites de manière cohérente afin de protéger les populations et la planète et de préserver la prospérité, la paix et les partenariats, l'objectif étant que personne ne soit laissé de côté (ONU).

VI. Évolutions récentes dans le domaine de l'intégration des données

A. Contexte de l'atelier

42. Le premier atelier conjoint CEE/Eurostat/Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale consacré à l'intégration de l'information statistique et géospatiale a été organisé par la CEE en collaboration avec ses deux partenaires dans le cadre d'un projet de la CEE financé par l'UE. Il s'est tenu sur deux jours, les 4 et 5 octobre 2023, et a été accueilli par l'Autorité géodésique de la République de Serbie dans les locaux de l'Assemblée nationale à Belgrade, un bâtiment magnifique et emblématique qui est le siège de l'Assemblée nationale serbe. Des réunions parallèles se sont tenues avant l'atelier, le 3 octobre, dans l'ancien bâtiment du Parlement serbe, un autre bâtiment important de Belgrade que l'Assemblée nationale utilise pour remplir ses fonctions administratives. Il s'agissait d'une [réunion de l'équipe spéciale des questions relatives aux normes](#), récemment créée par la CEE et chargée d'étudier les questions ayant trait aux normes relatives à l'intégration des données géospatiales et statistiques, et de la [neuvième réunion conjointe du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, de la Section des statistiques de l'environnement et de la CEE consacrée à l'intégration de l'information statistique et géospatiale](#), au cours de laquelle les organisations chefs de file dans le domaine de l'intégration des données ont présenté leurs activités actuelles et futures afin de coordonner leurs travaux et de renforcer leur coopération.

B. Participation

43. Plus de 60 représentants d'organismes nationaux de statistique, d'administrations cartographiques et cadastrales nationales, d'organisations intergouvernementales et d'organisations du secteur privé ont participé à l'atelier, 28 pays différents étant représentés dans la région de la CEE, depuis les États-Unis d'Amérique à l'ouest jusqu'au Kazakhstan à l'est. Les États membres de la CEE ci-après étaient représentés : Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Malte, Macédoine du Nord, Norvège, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Ukraine. Étaient également présents des représentants d'EuroGeographics, d'Eurostat, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, de la CEE, du Groupe de la Banque mondiale et d'Esri. Ce large éventail de représentants et d'experts a fait de cette manifestation un véritable succès, et les organisateurs savent gré aux participants pour les efforts qu'ils ont déployés pour prendre part à l'atelier et pour les distances (parfois considérables) qu'ils ont parcourues pour être présents.

C. Aperçu de l'atelier

44. L'atelier était axé sur le partage des pratiques innovantes et des meilleures pratiques, sur les enseignements tirés, ainsi que sur l'intégration des données statistiques et géospatiales aux niveaux national et international. Les séances étaient consacrées à des domaines précis mis en lumière par l'enquête de la CEE et ont été regroupées autour de trois thèmes principaux : gouvernance efficace, données et technologie, et personnes et partenariats. Ces thèmes correspondaient aux voies stratégiques et aux domaines d'influence du Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale.

45. L'atelier a été officiellement ouvert par le directeur de l'Autorité géodésique de la République, Borko Drašković, et par le directeur du Bureau de statistique de la République de Serbie, Miladin Kovačević, qui ont tous deux souligné les avantages découlant de l'intégration de l'information statistique et géospatiale et mis l'accent sur la forte coopération en place entre leurs deux organismes, notant en particulier le succès du recensement de la population qui s'était déroulé l'année précédente et le recensement agricole en cours. Les principaux représentants des organismes organisateurs conjoints, à savoir la CEE, Eurostat et le Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, se sont également adressés aux participants et ont présenté leurs points de vue sur l'importance des activités d'intégration des données dans la région et fait part de leurs espoirs pour l'avenir.

1. Première séance : Gouvernance efficace

46. La première séance était présidée par James Norris, responsable de la politique internationale chez Ordnance Survey (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et Président du Groupe de travail de l'intégration des données relevant du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. La séance a principalement porté sur les rôles, les attributions et les activités clefs des principaux organismes internationaux et régionaux et sur leur coopération dans le domaine de l'intégration des données. Elle a également mis en lumière les cadres stratégiques majeurs, notamment les faits récents survenus dans différents pays. Des exposés ont été présentés par la CEE, Eurostat, le Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, le Forum européen de géographie et de statistique, le Bureau national de topographie de la Finlande et Statistics Finland.

2. Deuxième séance : Données et technologie

47. La deuxième séance a porté sur les meilleures pratiques et les innovations dans le cycle de vie de l'intégration des données. Du fait de l'engouement suscité par ce thème, la séance a été divisée en deux parties. La première partie de la deuxième séance a été consacrée aux étapes de la conception, de la production et de l'analyse du cycle de vie des données et a été présidée par Carol Agius, responsable de la représentation et de la mobilisation des parties prenantes à EuroGeographics et au secrétariat du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. Pendant la séance, des intervenants du Groupe de la Banque mondiale, du Bureau de statistique de la République slovaque, du Bureau central de statistique d'Irlande, de Statistics Portugal, de TurkStat et de l'Autorité géodésique de la République serbe ont fourni d'excellents exemples d'utilisation et de bonnes pratiques sur des sujets tels que les plans d'échantillonnage stratifiés, les voies d'accès aux données de recensement, les typologies territoriales, les données liées, les informations géographiques relatives à la demande de données et à l'accès aux données, et la transformation numérique induite par l'intégration des données.

48. La deuxième partie de la deuxième séance a porté sur la visualisation, la diffusion et les technologies Web et a été présidée par Taeke Gjaltema, conseiller régional pour les statistiques à la CEE. Des intervenants de l'Agence de statistique de Bosnie-Herzégovine, de l'OCDE, d'Esri, de l'Institut de statistique de la Suède et de l'Institut de statistique du Portugal ont fait part de leurs connaissances sur les techniques de visualisation efficaces pour la cartographie thématique, ont présenté des outils utiles à la prise de décisions fondée sur les données au niveau municipal, ont mis l'accent sur l'utilité tout au long du cycle de vie des

données des plateformes géospatiales des organisations, notamment en ce qui concerne les innovations en matière d'intégration de données au format SDMX, et ont débattu des avantages découlant des domaines de données fondamentales pour ce qui est de promouvoir l'harmonisation et l'interopérabilité des données, ainsi que de l'utilité des technologies Web pour le renforcement des capacités de recherche des décideurs. D'excellents exemples d'infrastructures nationales de données spatiales ont également été présentés par des représentants du Service d'État ukrainien pour la géodésie, la cartographie et le cadastre et de l'Autorité nationale pour l'information géospatiale en Albanie, qui ont mis en exergue l'importance des travaux que menaient leurs organismes pour promouvoir les synergies et la collaboration au niveau national aux fins de l'intégration des données.

3. Troisième séance : Personnes et partenariats

49. La troisième séance a été présidée par Márta Nagy-Rothengass, directrice adjointe des statistiques sectorielles et régionales et chef de l'unité « Statistiques régionales et information géographique » à Eurostat. La séance a été consacrée aux initiatives de renforcement des capacités, et des représentants de l'Office fédéral de la statistique de la Suisse, du Groupe de travail de l'intégration des données relevant du Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale et de l'Agence des relations foncières de la République de Moldova ont présenté des exemples de partenariats fructueux visant à faire progresser l'intégration de l'information géospatiale et statistique.

4. Activités interactives

50. Au cours de l'atelier, les participants ont eu à maintes reprises l'occasion de tisser des liens et de discuter, que ce soit pendant les pauses ou dans le cadre d'une série d'activités interactives conçues pour stimuler la collaboration entre eux, l'objectif étant de faire naître de nouvelles idées et de nouvelles façons de penser concernant des thèmes ayant un rapport avec les séances de l'atelier. Les discussions en petits groupes ont donné d'excellents résultats pour ce qui est des moyens d'utiliser au mieux les cadres stratégiques et les cadres de gouvernance actuels, de déterminer les compétences nécessaires pour faire progresser les activités d'intégration des données, de trouver les meilleurs moyens de communiquer et de collaborer avec les principales parties prenantes dans le domaine, et de dégager les éléments clefs nécessaires pour former des partenariats fructueux et durables, aujourd'hui et à l'avenir.

VII. Réflexions finales

51. Les activités que la CEE a menées dans le cadre du projet financé par l'UE pour accroître la capacité d'intégration de l'information statistique et géospatiale ont préparé le terrain pour que les organisations de la région puissent collaborer en vue de surmonter les défis communs, de créer des conditions propices à une plus grande intégration des données et d'exploiter ensemble les véritables avantages que des données intégrées et harmonisées peuvent apporter à la société. Il faut maintenant agir et maintenir la dynamique pour bâtir un avenir radieux davantage axé sur les données.
